



# le pouvoir aux travailleurs

mensuel trotskyste

UNION AFRICAINE DES TRAVAILLEURS COMMUNISTES INTERNATIONALISTES

ISSN 0241 0494

LE 10 JUILLET 2 000

N° 278

PRIX 4 FF



COTE D'IVOIRE

SOMMAIRE AU VERSO

**UNE NOUVELLE MUTINERIE**

**QUI EN DIT LONG SUR**

**LE MALAISE DES MILITAIRES**

## S O M M A I R E

## é d i t o r i a l

Page 2  
Editorial

Page 4  
Cote d'Ivoire: le  
"ET" ou le "OU", un  
faux débat pour trom-  
per les travailleurs

Page 6  
Sénégal-Mauritanie:  
une nouvelle guerre a  
été évitée

Page 8  
Sénégal: ex-président  
cherche résidence...

Page 9  
- Mali: Konaré  
prétend lutter contre  
la corruption  
- Tchad: Les  
dirigeants fêtent...

page 11  
A f r i q u e :     u n e  
situation "alarmante"  
à cause du pillage  
impérialiste

ABONNEMENT  
FRANCE:

1 an: 85 FF  
Le paiement se fait  
uniquement en liquide  
ou en timbres-postes  
courants.

ETRANGER :  
Même tarif mais  
uniquement en cou-  
pons-réponses inter-  
nationaux.

ADRESSE :

DUFEAL-COMBAT OUVRIER  
Pour le PAT B.P. 42  
92114 -CLICHY Cedex

COTE D'IVOIRE

**UNE NOUVELLE MUTINERIE  
QUI EN DIT LONG SUR  
LE MALAISE DES MILITAIRES**

Les 4 et 5 juillet dernier furent des journées qui ressemblaient à bien des égards à celles des 23 et 24 décembre 1999, en plus petit. En décembre, un coup d'Etat avait eu lieu, à la faveur d'une mutinerie. Qu'en est-il cette fois-ci ? Les mutins avaient-ils des objectifs autres que des revendications matérielles, corporatistes ? Que valent les paroles de Guéi, quand celui-ci fait croire que c'était un coup d'Etat avorté ?

Toujours est-il que de la même façon qu'en décembre, des militaires ont pris possession des rues, en tirant des coups de feu en l'air, montés dans des voitures arrachées à leurs propriétaires. Si les commerçants de la région d'Abidjan ont pu, pour la plupart, échapper aux pillages, ce ne fut pas le cas notamment à Bouaké, où les dégâts sont, semblerait-il, plus importants.

A la différence de la première mutinerie où c'était les soldats cantonnés à Akouédo qui en étaient les principaux acteurs, cette fois-ci c'était une mutinerie bien préparée, coordonnée au niveau de plusieurs villes, englobant plusieurs corps ou corporations au sein de l'armée, depuis les pompiers jusqu'à la marine nationale en passant par les FIRPAC (forces d'intervention rapides).

Selon les mutins, le CNSP (Comité National de Salut Public) leur avait promis une récompense pour avoir permis à celui-ci d'accéder au pouvoir. Cette récompense s'élevait (selon eux) à six millions de francs chacun. Et c'est cette somme qu'ils réclamaient jusque-là sans succès. En plus de cette promesse, les soldats attendaient du gouvernement et du CNSP une amélioration sensible de leurs conditions, notamment la possibilité pour chacun d'eux d'acquérir une maison.

Par leur mutinerie, ces soldats ont obligé Guéi à négocier avec eux. Celui-ci a apparemment fait traîner les négociations en longueur, histoire d'organiser les "forces loyalistes", notamment les "gendarmes-commandos", pour tenter de mâter les mutins par la force. Il y a eu des affrontements

provoquant des morts et des blessés. Des mutins ont crié victoire et on peut supposer que Guéi a été cette fois contraint de lâcher du lest au moins de manière formelle.

Aujourd'hui, Guéi veut faire croire que l'objectif final de la mutinerie n'était pas ces revendications corporatistes, mais un coup d'Etat à son encontre. Mais si c'était vraiment le cas, on ne comprend pas pourquoi les mutins, qui étaient maîtres du terrain, ont accepté de rendre les armes et de regagner les casernes sur la base de ces négociations. D'ailleurs, ils n'ont à aucun moment avancé des revendications d'ordre politique.

Alors, quel est le problème de Guéi ? Il est clair qu'il n'a pas envie de quitter le pouvoir. Mais comment faire pour le garder? Garder le pouvoir par des élections libres? Il le voudrait bien. Mais pour cela, il ne suffit pas seulement de faire la tournée du pays, une tournée électorale qui ne dit pas son nom, comme il l'a fait tout récemment, en vue d'une éventuelle élection présidentielle. Encore faut-il pouvoir se présenter avec le soutien et l'aide de tout un appareil politique sans lequel, il n'a pas beaucoup de chance de l'emporter. Un tel appareil, il n'y en a pas beaucoup. Il n'y en a que trois : le PDCI, le FPI et le RDR. Tous les autres "partis" jouent seulement les marionnettes, histoire de quémander un strapontin.

Il se pose donc à Guéi le problème de s'appuyer sur l'un de ces appareils. Mais s'il n'a manifestement aucune chance avec le FPI et le RDR dont les principaux dirigeants respectifs, Gbagbo et Ouattara, sont déterminés à se présenter à la future élection présidentielle, l'avenir dira s'il en a une avec le PDCI, affaibli par

ses divisions internes en plus du fait d'avoir perdu le pouvoir.

En attendant, Guéi fait les yeux doux aux "Nordistes", tout en barrant le chemin à Ouattara, sans trop se compromettre d'ailleurs. Et c'est probablement cet atout qu'il mettra dans la balance, le moment venu, pour tenter de gagner à sa faveur l'appareil du PDCI.

C'est parce que Guéi n'a pas encore trouvé de solution à son problème qu'il cherche à gagner du temps et profiter de l'occasion créée par la mutinerie pour tenter de damer le pion à ses concurrents. Il n'est même pas exclu qu'il recule les échéances présidentielles pour arriver à ses fins.

Cependant, la dictature militaire s'est raffermie. Cela n'augure rien de bon pour les travailleurs. Le gouvernement et la bourgeoisie ont trouvé un bon prétexte pour museler les éventuels mécontentements venant du côté des travailleurs qui ont toutes les raisons de manifester leur colère contre leur situation actuelle, où ils sont littéralement asphyxiés, avec un pouvoir d'achat presque inexistant.

Toujours est-il que les travailleurs ne doivent compter sur aucun parti pour améliorer leurs conditions de vie ni pour se défendre contre la dictature militaire. Au contraire, les partis politiques existants font tout pour diviser les travailleurs sur la base tribale, ethnique ou nationale.

Alors, c'est dès maintenant que les travailleurs doivent chercher à s'organiser à part, en tant que travailleurs, dans un parti qui leur soit propre, pour préparer eux aussi leur avenir et partant, l'avenir de tous les exploités.

COTE D'IVOIRE**LE "ET" ET LE "OU"  
UN FAUX DEBAT POUR TROMPER  
LES TRAVAILLEURS**

Depuis plusieurs semaines, le débat sur le "ET" et le "OU" fait la une de tous les journaux, radios et télé. Les politiciens -au gouvernement ou pas- et les journalistes à leur service nous font croire que ce débat est "fondamental" et "décisif" pour la Côte d'Ivoire. A tel point que la junte au pouvoir s'apprête à organiser un referendum sur ce sujet.

Le "ET" veut dire que le candidat à la présidentielle doit être de père et de mère ivoiriens. Le "OU" veut dire qu'il suffirait que l'un ou l'autre de ses parents le soit.

Mais qu'est-ce que ça peut nous faire que le père ou la mère de Ouattara, de Guéi ou de Gbagbo soient nés en Côte d'Ivoire ou ailleurs? Bédié à son époque avait

n'ont pas empêché que Bédié soit tout à fait "étranger" aux intérêts de la population pauvre.

Mais le poison de l'ethnisme et de la xénophobie que son régime a répandu continue à faire des ravages. Le régime laisse libre cours aux politiciens professionnels et aux journalistes lorsqu'ils se lancent dans une campagne abjecte contre ceux qu'ils appellent "les gens du Nord" et qu'ils accusent de se procurer des fausses cartes d'identité. Ce sont tous ces politiciens épaulés par quelques "mange-mil" tels que l'USD ou le PIT qui se positionnent aujourd'hui dans le camp des "ET" appelé aussi "TSO" (Tout sauf Ouattara).

A l'inverse les partisans de Ouattara, cet alter ego de Bédié, se disent dans le camp de "OU" afin de limiter les obstacles à la candidature de leur leader.

Et puis il y a quelques opportunistes tels que Zadi Zaourou ou Martial Ahipeaud qui choisissent de ne pas trop se compromettre et qui préfèrent ménager les deux camps afin de garder toutes leurs chances d'avoir un poste dans chaque cas de figure.

La grande alliance d'hier telle celle du FPI et du RDR au sein du "Front Républicain" a volé en éclats dès que Bédié est tombé. Aujourd'hui le FPI de Gbagbo s'est allié avec le PDCI de Bédié au sein d'un "Front Patriotique". D'ailleurs Gbagbo lors de son passage à Paris a rendu une visite de courtoisie à Bédié, cet ennemi des travailleurs. Bédié n'a pas changé. Il coule des jours heureux dans sa résidence parisienne de luxe avec tout ce qu'il a détourné des caisses de l'Etat durant son passage au pouvoir. Si la situation de chaos perdure, il n'est

OuattaraGbagbo

usé et abusé de ce genre d'argument xénophobe pour duper les gens pauvres et écarter par la même occasion son rival Ouattara au nom d'une soi-disant "ivoirité". Ses origines nationales ou ethniques

pas dit que tout ce beau monde qui faisait semblant de le combattre hier ne fasse appel à lui à nouveau pour peu qu'ils y trouvent un quelconque avantage pour eux.

Le moins qu'on puisse dire est que Gbagbo est changeant. Ses alliances se font et se défont au gré de ce qu'il considère être porteur pour sa carrière personnelle ou ses intérêts du moment. Son soi-disant "idéal démocratique" ou son "progressisme", il s'assoit dessus sans état d'âme.

Pendant ce temps la situation des masses pauvres ne cesse de se dégrader. Les vagues d'augmentations des prix de l'époque Bédié ont été remplacées par d'autres vagues aussi meurtrières contre le niveau de vie. Dans les quartiers pauvres les gens ont de plus en plus de mal à acheter ne serait-ce que le minimum, quelques cuillerées de concentré de tomate, un sachet d'huile, quelques

denrées de base pour le repas du soir. La situation devient intenable. Le pouvoir et les partis politiques toutes tendances confondues, les journalistes à leur service, font croire aux masses pauvres que le referendum constitutionnel et les élections qui s'en suivront (si les militaires le veulent bien), apporteront des solutions à leurs maux.

Les travailleurs n'ont rien à attendre de bon des urnes. Quel que soit le camp qui sortira vainqueur, ce sera toujours celui des riches et des exploités. Doté d'une nouvelle constitution ou avec l'ancienne, l'appareil d'Etat, avec son armée, sa police, ses prisons, continuera d'assurer la défense des intérêts du grand capital. Il appartient aux travailleurs de s'unir entre eux sans distinction d'ethnie, de sexe ou de religion et de s'organiser tous ensemble pour défendre leurs propres intérêts.

#### COTE D'IVOIRE

### **MAIN BASSE SUR LA CAISSE DU PORT AUTONOME D'ABIDJAN**

Après la chute de Bédié on nous dévoile par des petites touches successives à quel point l'ancien régime était corrompu. C'est ainsi que la revue "Jeune Afrique Economie" du 19 juin épingle deux anciens ministres de Bédié. Il s'agit de Jean-Michel Moulod ministre des Infrastructures et d'Albert Kakou Tiapani, celui du logement.

Ces deux barons de l'ancien régime ont été arrêtés au lendemain du coup d'Etat et sont toujours en prison en attendant leur jugement. Ils sont inculpés de détournement des fonds publics de plusieurs milliards de F CFA.

Avant d'être ministres, ils dirigeaient le Port Autonome d'Abidjan. J.M. Moulod était directeur général pendant dix-sept

ans (1981-1998), A. Kakou secrétaire général, ensuite directeur général adjoint. Alors les deux acolytes ont fait main basse sur la caisse du Port Autonome d'Abidjan (PAA).

D'après "JAE" c'est le nouvel homme fort du moment, Robert Guéi, qui, au mois de février dernier, a fait effectuer un audit sur la gestion du PAA, entreprise d'Etat, sur les quatre dernières années. Les résultats de l'enquête ont révélé que J.M. Moulod a effectué un virement de deux milliards de F CFA sur un compte dénommé Secregap à la banque Paribas d'Abidjan. Ce compte bancaire est celui du secrétariat général de la Présidence, autant dire de Konan Bédié. D'autre part lorsque Moulod a quitté la direction du PAA, en août 1998, pour occuper le poste de ministre, il s'est fait octroyer une somme de 247 millions

F CFA au titre d'indemnités de licenciement, en plus il reçoit un salaire et des primes comme s'il continuait à appartenir au PAA. Quant à son compère, son ancien adjoint, Albert Kakou Tiapani, depuis qu'il est parti, en 1993, du PAA pour occuper le poste de ministre du Logement, il continuait à percevoir son salaire de PAA (2.1 millions F CFA par mois) en plus de celui de ministre.

Ce n'est pas tout, J.M Moulod est aussi accusé d'avoir effectué une surfacturation de 2 milliards sur des travaux effectués au Port d'Abidjan sur la période de 1996 à 1999. En épluchant les comptes les, enquêteurs ont découvert que tous les prix des équipements et des

travaux ont été gonflés. Ainsi par exemple, des stores facturés au PAA 140 millions ne valent en réalité guère plus de 60 millions.

Toutes ces malversations colossales scandaleuses ne recouvrent qu'une période relativement courte de quatre ans et ne concernent qu'une seule entreprise d'Etat. Cela donne une petite idée de ce qu'a pu être détourné depuis dix ou vingt ans, dans celle-là et dans bien des autres. Autant dire qu'on est vraiment loin d'être au courant de tout ce que ces gens-là ont prélevé sur les entreprises d'Etat pendant qu'ils imposaient des salaires de misère aux travailleurs de ces mêmes sociétés.

#### SENEGAL-MAURITANIE

### **UNE NOUVELLE GUERRE A ETE EVITEE**

Le 3 juin dernier, les autorités mauritaniennes annonçaient par la voix des ondes que tous les Sénégalais résidant sur le territoire mauritanien devaient quitter sur-le-champ ce pays. Par la même occasion, elles demandaient aux ressortissants mauritaniens installés au Sénégal de rentrer en Mauritanie. Prises de panique, de nombreuses familles ont rassemblé dans la précipitation ce qu'elles pouvaient emporter. C'est ainsi que dans la ville de Rosso (frontalière entre les deux pays) les pirogues débarquaient des familles fuyant d'éventuelles représailles ou guerre entre les deux pays. L'inquiétude et la panique ont été d'autant plus grandes que tout le monde a encore fraîchement gravé dans sa mémoire les traumatismes causés par la guerre qui éclata en avril 1989 entre les deux pays, suite à un conflit frontalier, et qui fit plusieurs centaines des morts et des dizaines de milliers de réfugiés qui y perdirent leur bétail, leur lopin de terre ou leur petite boutique. Jusqu'aujourd'hui encore, onze années après, une grande partie de

ces réfugiés n'ont toujours par regagné leurs habitations respectives et continuent de vivre dans une situation de précarité.

En procédant, au début de ce mois de juin, à l'expulsion des ressortissants sénégalais de leur territoire, les autorités mauritaniennes entendaient protester contre le discours d'un ministre sénégalais annonçant que son gouvernement allait relancer unilatéralement le projet de grands travaux d'irrigation des vallées dites fossiles. Ces travaux, s'ils voient le jour, vont, selon les autorités mauritaniennes, diminuer le débit du fleuve et par là-même contribuer à assécher une partie des zones situées en Mauritanie. Selon les dirigeants mauritaniens, les statuts de l'OMVS (Organisation de la Mise en Valeur du fleuve Sénégal) auxquels adhèrent le Sénégal, la Mauritanie et le Mali interdit à quiconque d'effectuer unilatéralement des travaux sur le fleuve qui constitue une source de vie pour les trois pays. Ce à quoi les dirigeants sénégalais répondent

qu'il y va de leur "souveraineté".

D'escalade verbale en escalade verbale les deux pays étaient arrivés à un point où l'étape suivante pouvait très facilement déboucher sur une guerre. Et le fait que lors de son voyage à Paris au mois de mai dernier Abdoulaye Wade était venu y quémander des armes n'a



### Sénégalais refoulés de Mauritanie

fait que renforcer la suspicion des dirigeants mauritaniens à son égard. C'est ainsi que l'agence officielle de presse de la Mauritanie dénonçait "la volonté d'hégémonie du président sénégalais, parti chercher des armes en France, l'utilisation abusive des eaux du fleuve Sénégal et la campagne calomnieuse de la presse sénégalaise".

La guerre a été, pour le moment, évitée. Un ballet diplomatique entre les deux pays de même que le voyage éclair de Wade à Nouackchott a, semble-t-il, calmé les ardeurs belliqueuses de part et d'autre. Le 10 juin l'ambassadeur de

Mauritanie à Dakar annonce la levée de la mesure d'expulsion des Sénégalais.

Mais même si aujourd'hui la tension semble s'être apaisée entre les deux pays, il faut savoir que de part et d'autre les dirigeants sont capables de la ranimer à tout moment quand ils le jugeront nécessaire. L'utilisation des eaux du fleuve comme le litige sur le tracé de la frontière entre les deux pays ne sont bien évidemment que des prétextes que de temps à autre les dirigeants ressortent de leurs tiroirs, surtout en temps de crise, pour tenter de détourner vers des impasses les frustrations et les colères éventuelles des populations dont les conditions d'existence ne cessent de se dégrader. Ils permettent aux dirigeants des deux pays de faire croire à leurs populations (surtout celles riveraines du fleuve) que si leur situation se détériore, c'est à cause de la volonté négative du voisin d'en face. C'est ainsi qu'en 1989, Abdou Diouf au sommet de son impopularité s'était saisi du litige frontalier vieux de la période de décolonisation comme d'une aubaine pour tenter de redorer son blason. Rappelons à cette occasion que l'actuel président, Wade, à l'époque opposant, faisait de la surenchère nationaliste et reprochait alors à Diouf de ne pas être suffisamment ferme à l'égard des Mauritaniens.

Aujourd'hui ou demain, Wade comme Ould Taya peuvent ressortir ce même conflit latent s'ils en ressentent les besoins. Que des gens innocents meurent dans une guerre fratricide leur est égal. Pourvu que le pouvoir ne leur échappe pas des mains.

SENEGAL**EX-PRESIDENT CHERCHE  
RESIDENCE DE LUXE PRES DE PARIS**

Depuis sa défaite électorale de mars dernier, Abdou Diouf coule des jours heureux avec sa petite famille dans un appartement situé non loin des Champs Elysées, près des grands couturiers et des boutiques de luxe.

Ce "simple citoyen", comme il aime à se qualifier, affectionne par ailleurs de faire quelques voyages vers d'autres lieux. Le dernier en date aurait eu lieu en direction de New York pour célébrer en grande pompe le mariage de son fils autre "simple citoyen" et néanmoins haut cadre d'une banque importante.

A la question d'un journaliste lui demandant s'il accepterait un poste à la tête de l'organisation internationale de la francophonie ou à l'ONU, Diouf s'est contenté de répondre qu'il ne faut jamais dire "fontaine je ne boirai pas de ton eau". Mais pour le moment l'ex serait selon le magazine "Jeune Afrique" trop occupé à négocier l'acquisition d'une demeure qualifiée seigneuriale près de

Paris, pour la bagatelle de 23 millions de FF. Il est vrai que Diouf est resté une vingtaine d'années à la tête du Sénégal, temps largement suffisant pour se constituer un pécule personnel et des placements dans une ou plusieurs métropoles occidentales amies, de préférence loin des regards des gens du pays.

L'entourage de Diouf aime à dire qu'il compte parmi ses intimes de nombreuses personnes fortunées qui ne manquent pas de générosité envers lui. Diouf aime les riches et les riches aiment Diouf. Sans doute pour les services qu'il leur a rendus du temps où il était président.

Quand on connaît l'état de dénuement du Sénégal et la souffrance de millions de gens de ce pays classé parmi les plus pauvres de la planète, il y a vraiment de quoi éprouver un écoeurement devant ce personnage qui ose encore se dire socialiste.

**DES RATS QUITTENT LE NAVIRE  
DU PS**

Abdoulaye Diack, actuel président du sénat, qualifié de baron du PS et "troisième personnage de l'Etat", vient de changer de bord. Il a annoncé son retrait du PS et son intégration au PDS.

Il n'est pas le premier et certainement pas le dernier des hauts dignitaires de l'ancien régime à quitter le parti de l'ex-président Diouf pour rejoindre directement celui de Wade, maintenant à son tour à la mangeoire. Peu avant l'élection présidentielle, le député maire PS de Rufisque, sentant que le vent allait tourner du côté de Wade, avait montré la voie en rejoignant

le PDS.

Bientôt les élections législatives auront lieu. Il est fort probable que la majorité des sièges actuellement détenus par les élus du PS va changer de camp. Et dans cette perspective on peut envisager sans prendre de risque que de nombreux députés du PS vont se découvrir des sympathies pour le parti qu'ils considéraient hier comme leur adversaire.

Il n'y a en réalité rien d'étonnant à ces retournements de vestes très fréquents dans le milieu de ces politiciens bourgeois motivés uniquement par la recherche des



postes de sinécures et des privilèges de tous genres. C'est ce qu'une partie de la presse sénégalaise qualifie avec humour de "transhumance politique". Tels des chèvres et des moutons, au gré des

changements de climat, ces politiciens vont à la recherche des pâturages verts. Les étiquettes des uns comme la "conviction" affichée des autres ne servent tout au plus qu'à tromper quelques électeurs.

## M A L I

### **KONARE PRETEND LUTTER CONTRE LA CORRUPTION**

Depuis octobre dernier, Alpha Konaré l'actuel président du Mali prétend avoir déclenché une lutte contre la corruption qui se développe dans le pays. Plus de six mois après le lancement de cette opération, une dizaine de PDG de grandes entreprises publiques sont emprisonnés, dont le DG de la société de télécommunications (Sotelma). La commission mise en place sur l'initiative de Konaré lui-même leur reproche des malversations financières et des détournements de fonds.

Dans un premier temps, les populations ont favorablement réagi à cette initiative de Konaré. Mais au fil des jours, cet enthousiasme est petit à petit retombé.

En effet, les gens corrompus, il y en a partout au Mali, à commencer par les dignitaires du régime. On ne compte plus les fonctionnaires indélicats, la plupart membres de l'Adéma, le parti du chef de l'Etat, qui au bout de quelques mois seulement, ou de

quelques années sont parvenus à amasser de véritables fortunes. Ils étalent leurs richesses à tout vent. Or ils ne sont pas jetés en prison, ils ne sont même pas inquiétés.

De même ce ne sont pas les officiers corrompus qui manquent dans le pays. Mais aucun militaire ne s'est retrouvé derrière les barreaux; aucun militaire n'est inquiété par cette commission.

Alors on peut se demander à quoi sert cette opération "mains propres"? En 2002, Konaré, selon la constitution, ne peut plus solliciter le renouvellement de son mandat. Par cette prétendue lutte contre la corruption, prépare-t-il sa sortie en beauté? En réalité, l'objectif de Konaré, loin d'être la lutte contre ce fléau, est plutôt la recherche d'une publicité à bon compte pour soigner son image de marque et celle de son parti, l'Adéma, ternies par plusieurs scandales financiers dont les auteurs ne sont autres que les hauts dignitaires du régime.

## T C H A D

### **LES DIRIGEANTS FETENT L'ACCORD DE LA BANQUE MONDIALE POUR L'EXPLOITATION DU PETROLE**

Dès l'annonce du feu vert de la Banque mondiale pour l'exploitation du pétrole de Doba (Sud du pays), ou plutôt, dans un premier temps, la construction de l'oléoduc Doba-Kribi, long de plus de mille km,

c'est la fête dans toutes les grandes villes du pays. Non pas la fête des petites gens, mais celle des caïmans qui dirigent le pays. Pour ces derniers, l'accord de la Banque mondiale, c'est de l'argent

qui leur tombe du ciel.

Alors, spontanément, l'ordre est donné pour fêter cet événement. A Ndjaména par exemple, des coups de feu sont tirés en l'air, des coups de klaxon résonnent partout dans les



### Déby donne le ton

rues... Dans l'euphorie, Déby annonce son départ pour Doba, poumon pétrolier du Tchad pour fêter ce qu'il considère comme une victoire sur ses "ennemis", c'est-à-dire tous ceux qui s'opposaient à l'exploitation du pétrole, même pour des raisons bien fondées.

En effet, suite aux conséquences désastreuses engendrées par l'exploitation du pétrole au Nigéria, dans la région de l'ethnie Ogonie, des voix se sont élevées pour critiquer la manière dont est conduit le projet pétrolier au Tchad. Les ONG surtout, mais aussi certains partis politiques de l'opposition ont réussi à retarder ce projet pour mieux cerner les conséquences néfastes pour les populations villageoises concernées. Ces ONG et partis politiques ont réussi à arracher au gouvernement

tchadien certaines promesses. Par exemple les indemnisations des paysans chassés de leurs champs, l'utilisation des 80 % des royalties pour le développement, la modification du tracé du pipeline, la création d'un "comité de surveillance" pour veiller au respect des engagements du gouvernement, etc.

Voilà que la Banque mondiale vient de donner son feu vert alors que toutes ces dispositions ne sont pas encore appliquées. Les dirigeants au pouvoir sont contents de cette décision parce qu'ils vont jouir d'une partie de la manne du pétrole avant que la rébellion dirigée par Togoïmi qui s'agite dans le Nord ne vienne troubler la fête. Dans le Sud, le large pris par Ketté Moïse, un ancien rebelle devenu conseiller à la Présidence pour la sécurité inquiète Déby. Selon certaines informations, Ketté aurait regagné le Sud pour rouvrir un front. Si cela se produisait, il pourrait constituer une menace pour l'exploitation du pétrole.

Déby aurait mis le paquet pour retrouver son ex-conseiller. A Ndjaména la demeure de Ketté, ses lieux de fréquentations seraient passés au peigne fin. Des centaines de militaires étaient dépêchés dans le sud; ils menacent, maltraitent, tuent même les paysans pour qu'ils leur indiquent où se cache Ketté. Mais il semble que ce dernier court toujours.

Alors le souhait de Déby et de sa bande est de se remplir vite fait les poches grâce à l'exploitation du pétrole avant qu'il ne soit trop tard. Le feu vert de la Banque mondiale rallume leur espoir. On les comprend quand ils organisent la fête pour saluer cette décision.

AFRIQUE

**UNE SITUATION "ALARMANTE"  
A CAUSE DU PILLAGE IMPERIALISTE**

Selon un rapport de la Banque mondiale, dont certains journaux ont fait un compte rendu le mois dernier, l'Afrique est plus pauvre aujourd'hui qu'il y a 40 ans (au moment de son indépendance en 1960). Ainsi, par exemple pour ce qui est de l'Afrique noire qui compte un peu plus de 600 millions d'habitants, près de la moitié de la population vit "sous le seuil de pauvreté".

Pour montrer à quel point le continent africain s'est enfoncé dans la misère, la comparaison suivante faite avec deux petits pays d'Europe parle d'elle-même : "Le revenu total de 48 Etats est à peine supérieur à celui de la Belgique et le continent possède moins de routes que la Pologne" ; ou encore cette autre comparaison : "Le produit intérieur brut (PIB) moyen par Etat est à peine supérieur à 2 milliards de dollars, soit comparable à celui d'une ville de 60.000 habitants dans un pays riche". Il est inutile d'ajouter que la place qu'occupe ce continent dans le commerce mondial est marginale pour ne pas dire "quasi nulle".

Mais comment expliquer que l'Afrique s'appauvrit d'année en année? Comment expliquer qu'elle est obligée d'emprunter beaucoup d'argent pour tenter de s'en sortir au point d'être devenue "la région la plus endettée au monde"? C'est que l'indépendance nominale de l'Afrique n'a évidemment pas mis fin à l'exploitation capitaliste dans cette région tout comme dans le reste du monde.

Les richesses naturelles de ce continent (or, diamant, pétrole, etc.) sont systématiquement pillées

non seulement par les anciens pays colonisateurs comme la France ou l'Angleterre, mais aussi par les puissances impérialistes telles que les Etats-Unis, le Japon ou l'Allemagne. Cette emprise des pays impérialistes sur les richesses de ce continent est telle que, même après l'indépendance, celui-ci est obligé de pratiquer les cultures des matières premières (comme le coton, l'arachide, le café ou le cacao) pour avoir des devises, alors qu'elles étaient imposées au départ uniquement en fonction des besoins des puissances colonisatrices. Or ces cultures commerciales occupent en général les meilleures terres cultivables au détriment des cultures vivrières.

C'est cette exploitation des richesses pour alimenter l'accumulation des profits des multinationales et non pour satisfaire les besoins des populations, qui est à la base de la famine et de la malnutrition dont souffrent les populations. C'est dire que dans le système capitaliste, il n'y a aucune possibilité de mettre fin à l'appauvrissement et à la misère dans lesquels s'enfoncent sans cesse l'Afrique. La seule perspective pour l'Afrique et le reste de la planète est de détruire l'organisation capitaliste de la société, afin d'organiser celle-ci autrement, en fonction des besoins de l'humanité.

Mais ce n'est évidemment pas dans un rapport de la Banque mondiale qu'on trouvera la nécessité d'en finir avec ce cercle vicieux qu'est l'exploitation capitaliste et son cortège de misère.

## CE QUE NOUS VOULONS

- Regrouper les travailleurs, les éduquer dans la tradition socialiste de Marx et des révolutionnaires russes de 1917; leur faire prendre conscience que, quels que soient leur ethnie, leur caste, leur âge, qu'ils soient fils d'anciens esclaves ou pas, qu'ils soient hommes ou femmes, ils appartiennent à la même classe des travailleurs, ils ont les mêmes intérêts fondamentaux; ils ont leur part dans le rôle indispensable, grandiose que la classe ouvrière joue dans la transformation socialiste du monde.

- Contribuer, par la propagande et l'éducation, à soustraire les travailleurs de toute forme d'obscurantisme, à l'influence réactionnaire de toutes les religions, chrétienne, musulmane, animiste ou autres, qui prêchent toutes, la patience et l'accommodement avec l'ordre établi et qui sont parmi les meilleurs auxiliaires des classes exploiteuses.

- Combattre toutes les manifestations de l'esprit de caste, toutes les oppositions d'ethnies qui divisent les travailleurs, affaiblissent leur conscience pour le plus grand bien des exploités.

- Associer à la lutte des travailleurs tous ceux qui acceptent de se mettre au service de la classe ouvrière et d'adopter son point de vue de classe.

- Engager la lutte morale, matérielle et physique contre l'impérialisme, contre toutes les formes de féodalisme, contre la division en castes, contre les dictatures qui oppriment nos peuples, pour l'égalité entre tous, quelles que soient leur langue ou leur origine, pour l'émancipation de la femme.

- Mettre en place, au cours de cette lutte, les organes du pouvoir démocratique des ouvriers et des paysans.

- Veiller, par la propagande et l'organisation, à ce que, après le renversement des régimes dictatoriaux de nos pays, les travailleurs restent en armes pour faire aboutir toutes leurs revendications, pour conserver les moyens d'exercer à tout instant le pouvoir sans que personne puisse le leur prendre.

- Agir au sein de la classe ouvrière française et, plus généralement, de la classe ouvrière des grandes puissances impérialistes pour leur faire connaître les buts de la lutte des travailleurs africains et pour les aider à se donner elles-mêmes des organisations révolutionnaires afin qu'elles puissent elles-mêmes partir à la conquête du pouvoir.